

PARIS (MPE-Média) – L'homme d'affaires d'origine franco-polonaise Romain Zaleski, ex gros actionnaire minoritaire d'Arcelor avant sa fusion avec le groupe Mittal en 2006, pourrait bien être le repreneur privé français sur lequel l'Élysée compte pour monter un compromis de cession de la phase à chaud de l'aciérie de Florange incluant l'engagement du groupe ArcelorMittal d'acheter les brames d'acier brut produites sur place pour produire de l'acier automobile à Florange et dans d'autres usines du groupe, estime une de nos sources.

M. Romain Zaleski est l'un des rares industriels et investisseurs français est propriétaire du groupe italien Carlo Tassara, également producteur d'acier, et actionnaire de nombreux autres groupes. Le groupe Tassara s'était penché sur le dossier d'ArcelorMittal Gandrange avant la fermeture de cette autre aciérie lorraine d'ArcelorMittal en 2009. M. Zaleski est un proche de Jean-Louis Borloo. Il a joué un rôle actif de consultant et d'actionnaire dans le remaniement capitalistique du groupe minier français Eramet – dont il est toujours actionnaire - via la COMILOG dans les années 80, ce qui lui a valu quelques soucis en justice en 2010 avec le PDG d'Aubert et Duval M. Georges Duval, lorsque ce dernier s'opposait au projet de M. Zaleski d'intégrer les actifs d'A&D au capital d'Eramet et a finalement obtenu gain de cause.

Selon nos sources, M. Zaleski souhaitait remettre en question le mode trop traditionnel selon lui de management de la famille Duval pour tenter de réinstaller les logiques de rentabilité d'Eramet et de ses filiales au coeur des dossiers miniers globaux, chose que la direction générale d'Aubert et Duval ne s'accordait pas à lui laisser faire.

M. Romain Zaleski, né à Paris le 7 février 1933 est âgé de 79 ans, c'est un homme d'affaires international connu dans ces milieux et compte toujours parmi les premières fortunes de France avec un capital privé estimé à plus de 1,7 Milliard d'euros en 2011, dont plus de la moitié en actions cotées en bourse et à près de 750 millions d'euros en 2012 suite à des opérations de désendettement de son groupe italien. Ce qui rend possible un investissement de 400 M€ évoqué jeudi par l'Élysée et le ministère du redressement productif dans la relance de Florange.

